



Institut Sénégalais
de Recherches Agricoles

Les « mardis du BAME »
Cycle de conférences sur les Politiques Agricoles

3^{ème} conférence
tenue le 7 octobre 2003 à l'ISRA-Bel'Air

« RETOUR DE CANCUN »
Les négociations internationales dans
l'impasse : Succès ou échec ?

Compte-rendu détaillé

Président de séance : Jean-Pierre NDIAYE

Rapporteur : Guillaume DUTEURTRE

Avec la participation de : Saliou SARR, Eric HAZARD, Ndiobo DIENE

Président du Comité d'organisation des « Mardis du BAME » : Cheikh Oumar BA

Résumé

La séance du 7 octobre 2003 des « mardis du BAME » a permis de discuter des négociations de la 5^{ème} réunion Ministérielle de l'OMC qui s'est tenue à Cancun au Mexique du 10 au 14 septembre 2003. Le refus du consensus constitue-t-il un succès ou un échec pour les pays du Sud ? Près de 40 personnes, issues d'agences de développement, d'administrations ou d'institutions de formation et de recherche, ont pris part à cette table-ronde. Trois personnalités ayant participé à la Conférence de Cancun ont restitué leur « vécu » et ont permis aux participants de rentrer dans les « cuisines » des négociations internationales. M. Saliou SARR a rendu compte de la vision des organisations de producteurs africaines. M. Eric HAZARD a présenté le point de vue des ONG. Et M. Ndiobo DIENE a parlé en qualité de membre de la Délégation officielle du Sénégal. Les débats ont montré que la convergence des points de vue au sein de la « Troïka » formée par les PMA-UA-ACP a constitué à coup sûr un succès politique. Mais en même temps, l'absence de consensus sur divers dossiers (coton, accès aux marchés, subventions) peut être qualifiée d'échec économique. Dans ce contexte, les participants ont reconnu la nécessité de ne pas rejeter les opportunités offertes par le cadre de l'OMC (« *ne pas jeter le bébé avec l'eau du bain* »), et ceci malgré les déceptions nées de l'échec de Cancun. Pour les pays du Sud, les négociations multilatérales semblent en effet offrir de bien meilleures perspectives que les initiatives bilatérales. Finalement, les débats ont souligné les besoins de recherche dans le domaine de l'analyse des marchés et des filières agricoles. Les efforts du BAME et des autres institutions de recherche nationales et internationales dans ce domaine ont été encouragés.

I. Mot d'accueil de M. Jean-Pierre NDIAYE

Nous reprenons le rythme mensuel des « Mardis du BAME », après une courte interruption liée à la période de congés. La session d'aujourd'hui reprend un thème d'actualité puisqu'il s'agit de revenir sur l'échec des négociations de Cancun. Chaque participant aura 15 minutes d'introduction. Je laisse tout de suite Cheikh BA, chef du BAME, introduire les discussions.

II. Introduction du thème par Cheikh BA

C'est un plaisir pour l'ISRA et particulièrement pour le BAME d'accueillir cette troisième conférence des « mardis du BAME. »

Après une réunion organisée en juin 2003 sur le Projet de Loi d'Orientation Agricole et une autre organisée fin juillet 2003 sur la concurrence entre viandes locales et viandes importées, la séance d'aujourd'hui s'est voulue encore une fois très proche de l'actualité. Elle s'intitule « RETOUR DE CANCUN ». L'objectif est de réfléchir sur l'issue des négociations de la 5ème réunion Ministérielle de l'OMC qui s'est tenue à Cancun au Mexique du 10 au 14 septembre 2003.

Cet arrêt temporaire des négociations, que l'on peut résumer comme un « non » des pays du Sud aux propositions des pays du Nord, constitue-t-il un *échec* dans le nouveau *round* de négociation de l'OMC, ou un *succès* pour les pays en voie de développement ? Cancun, « coup politique » ou tournant dans les négociations internationales ? C'est sur cette question que nous vous proposons de nous arrêter cet après-midi.

Le premier intervenant sera M. Saliou SARR, Vice-président de l'ASPRODEB, Président du CIRIZ et membre actif du ROPPA. M. SARR nous présentera la vision des producteurs

Le second intervenant donnera le point de vue des ONG. Il s'agit de M. Eric HAZARD, chargé de mission à l'ONG ENDA-Dialogue Politique. M. Hazard nous présentera en particulier le cas des négociations sur le Coton.

Le troisième intervenant sera M. Ndiobo DIENE, Conseiller Technique du Ministre de l'Agriculture et de l'Hydraulique, et coordonnateur du Sous-Comité « Produits agricoles », l'un des 6 sous-comités du Comité National de Négociations sur le commerce international créé en 2001 et présidé par le Ministre du Commerce.

Ces interventions permettront d'aborder plusieurs questions qui apparaissent centrales et qui peuvent être formulées de la façon suivante.

1. la question de la régulation des marchés

Les enjeux dans ce domaine concernent la nécessité ou non de limiter les subventions de pays du Nord ou de limiter les importations de certains produits dans les pays du Sud. On parle en particulier de listes de produits « stratégiques » correspondant à des filières « fragiles ». Il s'agit finalement d'une re-formulation de la vieille question du « protectionnisme », terme que l'on évite aujourd'hui d'utiliser. Ainsi, la position des tenants de l'échec de Cancun peut

être interprétée par certains comme un coup porté au dogme du libre-échange qui prévaut aujourd'hui dans les négociations commerciales.

2. La question de la mise en danger du multilatéralisme

Cette question est notamment posée par le rapport de Solagral qui souligne les dangers d'un retour au bilatéralisme, après 2 décennies où l'on a caressé le rêve d'une société internationale structurée autour des institutions internationales. Ce thème rejoint les débats sur l'avenir de l'ONU.

3. La question de l'unité des pays du SUD

Il s'agit ici de discuter de l'émergence du Groupe des 21, de la pérennité d'un groupe « ACP-PMA-UA », et de leur existence dans les prochaines négociations.

4. La question du rôle des ONGs

Il s'agit ici de discuter en quoi la présence des ONG « aux côtés » des pays du Sud a pu apporter un « plus » dans le processus de négociation ou si elle a au contraire été la cause de l'échec de négociations. Comme le rappelle le rapport Solagral : *« si, à Cancun, la mobilisation de la société civile dans la rue a été plutôt faible par rapport à ce qu'elle avait été à Seattle, la société civile s'est révélée être un partenaire important pour certains gouvernements des pays du Sud ».*

5. La question du rôle de la recherche

Il s'agira de discuter des éventuels besoins de recherche, dans le domaine de l'analyse es politiques agricoles, mais aussi dans le domaine des diagnostics de filières et de l'analyse des marchés. Nous chercherons à en tirer des enseignements pour l'ISRA.

Mais sans plus attendre, je laisse la parole à nos invités qui vont nous rendre compte de leur propre expérience.

III. Allocution de M. Saliou SARR

Je ne suis pas un spécialiste. Je suis un paysan producteur, membre de l'ASPRODEB¹, du CNCR² et du ROPPA³. Je remercie l'ISRA pour cette invitation. C'est un honneur pour nous d'intervenir dans le cadre des « Mardis du BAME ». Cela me sera difficile d'intervenir devant un parterre de chercheurs et surtout de prendre la parole en premier... mais je vais tenter de donner le point de vue des producteurs sur ce sujet qui concerne au plus haut point l'avenir du monde rural. Je m'appuierai pour cela sur les différents documents produits par les organisations professionnelles dont je fais partie.

Mon intervention sera construite autour de 4 points :

1. Des repères sur l'OMC

¹ Association pour la Promotion des Projets de Développement à la Base

² Conseil National de Concertation et de Coopération des Ruraux

³ Réseau des Organisations Paysannes et de Producteurs de l'Afrique de l'Ouest

2. La préparation de la Conférence de Cancun par les OP
3. Quelques positions du ROPPA
4. Apprécier l'évènement qui est la Conférence de Cancun.

1. Des repères sur l'OMC

L'accord de Marrakech qui clôturait l'Uruguay Round en 1994 a donné naissance à l'Organisation Mondiale du Commerce.

Un nouveau cycle de négociation a été lancé à Doha dont l'agriculture constitue un des volets prioritaires. Les négociations agricoles portent en particulier sur l'accès aux marchés : tarifs douaniers, clause de sauvegarde spéciale, réduction des exportations subventionnées, et traitement spécial pour les pays en développement.

2. La préparation de la conférence de Cancun par les OP

Nous, organisations paysannes de l'Afrique, nous sommes dit : « *Dans le passé, ce sont les autres qui parlaient des acteurs de l'agriculture. Il est temps de se préparer, de comprendre, et d'élaborer une position d'abord au niveau du ROPPA (Afrique de l'Ouest), mais aussi avec les autres producteurs du monde.* » Nous nous sommes donc réunis à Bruxelles les 21 et 22 octobre 2002 pour un séminaire intitulé « *L'accès au marché : fer de lance de la dérégulation* ». Une trentaine d'OP étaient présentes et nous avons fait une déclaration commune. C'était la première fois que des producteurs d'Afrique et d'Europe se rencontraient sur les aspects du commerce international.

Nous avons tenu une deuxième rencontre à Dakar les 19,20 et 21 mai 2003. L'intitulé de la rencontre était : « *Le concept de l'OMC : un monde à l'envers ; Pour des politiques agricoles et commerciales solidaires* ». Cette manifestation a réuni une cinquantaine de paysans représentant les OP de l'Afrique de l'Ouest, d'Afrique de l'Est, d'Afrique du Sud, de l'Europe, d'Amérique latine et d'Asie. A Dakar, l'ensemble de ces Organisations de producteurs du Monde ont essayé de dégager des positions communes. Nous avons tenté de définir un contenu pour un commerce international solidaire.

3. La position du ROPPA

Un document a été préparé qui était la position du ROPPA pour Cancun. Il y est réaffirmé que l'agriculture demeure déterminante dans la vie des populations. Le ROPPA souhaite que l'agriculture puisse permettre à une majorité d'exploitations familiales de vivre décemment de leur activité agricole.

C'est du **niveau des prix** que dépend le revenu et le développement des exploitations familiales, la croissance de l'économie rurale. Le niveau des prix est donc capital.

Il est aussi souligné l'importance de privilégier la **consommation intérieure** qui correspond à la culture et à l'histoire de ces régions. Le ROPPA insiste donc sur la priorité de développer les débouchés intérieurs pour les producteurs africains.

Les paysans et producteurs d'Afrique souhaitent porter à Cancun l'idée selon laquelle la priorité c'est que des **exportations ne viennent pas perturber les filières nationales**. Il faut viser l'élimination de toutes les formes de dumping. Les subventions sont légitimes à

condition qu'elles ne servent pas à promouvoir des exportations. Les règles du commerce ne doivent pas empêcher un pays de promouvoir des exploitations agricoles durables. Il faut une maîtrise de l'offre sur les marchés nationaux : stabiliser les marchés et assurer des prix équitables. Il faut défendre la sécurité alimentaire : c'est un droit fondamentale pour chaque communauté. **Chaque pays doit avoir le droit de produire sa propre nourriture, de définir sa propre politique agricole et de protéger son propre marché.**

4. La Conférence de Cancun

A Cancun, nous nous sommes rendu compte que ce qui nous préoccupait n'était pas à l'ordre du jour.

S'agit-il d'un échec des négociations ? Pour nous, producteurs, c'est un succès. Le fait que les pays du Sud puissent **parler d'une seule voix**, c'est une première dans l'histoire des négociations internationales. Dans le passé, on nous disait : « *Taisez-vous, vous ne représentez rien dans le commerce mondial* ». Du coup, les décisions ne répondaient pas aux besoins des populations du Sud.

Quand on est uni, on peut avoir des positions de principe : être ferme, être digne. Nous considérons que c'est un **signal fort** aux pays développés dans notre quête pour l'équité des pays du Sud et dans la recherche de la sécurité alimentaire.

Si on regarde attentivement les chiffres, l'Afrique subsaharienne représente moins du 1% du commerce mondial. Si on regarde les produits que nous mangeons, l'essentiel de ces produits ne font pas l'objet d'un commerce international (mil, sorgho, fonio, niébé, etc.). Nous pensons que **l'Afrique devrait donner la priorité à ses sous-ensembles régionaux** : renforcer ces sous-ensembles, faire jouer la complémentarité et régler définitivement la question de la souveraineté alimentaire.

Donc il ne faut pas seulement se battre sur les subventions (position du groupe de 21). En plus des subventions, il y a d'autres questions fondamentales qui sont les différences très grandes de productivité. Il y a le niveau des infrastructures, le niveau des soutiens, etc.

Chaque pays doit avoir le droit de produire sa propre nourriture.

IV. Allocution de M. Eric HAZARD

Je proposerai d'intituler mon intervention « **L'injure cotonnière de Cancun** »

1. Quelques éléments de contexte avant Cancun

Les pays producteurs de coton parmi les plus **compétitifs** risquent d'être exclus du marché international au bénéfice de pays producteurs peu compétitifs et fortement subventionnés. Ces subventions, **contraire aux principes de l'OMC**, ne cessent de croître aux USA (1^{er} exportateur mondial) et participent significativement à la **détérioration des cours** internationaux.

Il y a donc une **urgence économique et sociale** et un **cas d'école** qui permet d'illustrer les difficultés des pays du Sud à s'insérer dans les échanges internationaux, en dépit de leurs efforts (ajustement, gain de compétitivité, dégraissage...).

Cancun est une revue à mi parcours de négociations qui doivent aboutir en 2005, dans un cycle appelé celui du **développement**. L'occasion est donc **double**. Elle offre aux pays développés de souligner l'**intérêt** pour les pays du Sud de participer à ces foras internationaux dont les bénéficiaires s'attendent toujours. Elle doit permettre à l'OMC de montrer sa **crédibilité** vis-à-vis des sociétés civiles africaines, qui s'interrogent sur la fonction de **régulation** ou **dérégulation** de cette organisation.

4 pays producteurs de coton ont déposé une soumission de négociations courant 2003. Cette demande par l'OMC et apparaît dans le paragraphe 25 du premier projet de déclaration Ministérielle de Cancun « Nous prenons note de la proposition du Bénin, du Burkina, du Mali et du Tchad intitulée « réduction de la pauvreté : initiative sectorielle sur le coton » et convenons que».

2. Les parties en présence...

Mais le principal pays concernés, les **USA**, sont à quelques semaines des primaires pour les prochaines présidentielles, leur capacité à bouger s'en trouve d'autant plus réduite et freine lourdement leur volonté politique, dans un cadre multilatéral qui ne semble convenir que moyennement à l'école réaliste qui conseille le président Bush.

L'UE pour sa part, souligne que ce dossier les **concerne peu**, puisqu'ils sont importateurs nets et n'accordent pas de subventions à l'exportation. Par ailleurs ce dossier arrive 6 mois trop tôt à Bruxelles, qui doit démarrer sa réforme sur les produits agricoles méditerranéens (sucre, tabac, coton...).

La Chine enfin a souligné à Genève qu'elle avait cessé toutes formes de subventions à l'exportation.

3. Ouverture de la conférence mais pas des négociations

Le mardi 10 septembre, la conférence s'ouvre et les 4 pays présentent ce dossier à 18 h10 en plénière. Les échanges entre les **USA** et les 4 pays ont déjà démarré, mais aucune proposition concrète n'a été faite par les Américains, pire ils ont souhaité trouver une solution définitive avant la plénière de 18 h10. De leur côté, **l'Allemagne** a organisée un *Cotton day* le 8 septembre, la **Hollande** a rencontré des représentants des délégations des 4 pays et le Ministre **Français** du Commerce a mis en place un groupe de travail (qui n'aboutira pas) pour alimenter une proposition Européenne sur ce dossier.

Hormis, la position Américaine, les déclarations font toute preuve d'une **sympathie** très forte et d'une volonté de trouver des solutions. Le DG de l'OMC, **M. Supatchai**, sortira de sa **neutralité** pour évoquer la nécessité de trouver une solution à ce dossier.

Le jeudi 12 les **consultations** menées par Supatchai démarrent avec l'UE, les USA, les 4 pays... Le texte qui sera proposé est très attendu, il doit faire évoluer une situation qui n'a pas bougé d'un *iota* depuis le début de la semaine. Les américains ont fait une proposition **inacceptable**, les Européens **bottent en touche** dès lors qu'il s'agit d'être concret, et les

Africains considèrent avoir fait leur travail en faisant une proposition qui attend des contres propositions.

Le texte n'arrivera que le vendredi à 14h00, et le paragraphe 25 devenu le 27 entre temps sera ressenti comme une **insulte** par l'ensemble des personnes qui ont porté ce dossier.

La soumission coton soulignait le besoin d'éliminer l'ensemble des subventions et de créer un mécanisme de compensation exceptionnel et de manière transitoire. La proposition de l'OMC reprend, quasiment à la ligne la **proposition Américaine** :

- Le coton n'est plus qu'un **maillon de la chaîne textile** (ce qui nous fait sortir des négociations agricoles contrairement à ce que prévoit l'OMC),
- **L'accès au marché** (grand dada des USA) est mobilisé pour expliquer les problèmes rencontrés par les pays africains (ce qui ne résout nullement le pb des pays africains qui ne disposent pas d'industrie textile tournée vers l'extérieur).
- Le texte invite enfin ces pays victime de dumping à **diversifier leur économie**, sous l'égide des IBW, qui assujettissent pourtant suffisamment les pays AOC.
« *Allez faire de la fraise de bois... »*

Outre qu'il ne représente en rien le résultat d'un éventuel consensus, ce texte ignore superbement les deux problèmes posés : le **rôle distorsif des subventions** et **l'urgence** de la demande.

Toutes les parties en présence (OP, Industriels, ONG, Délégations officielles...) souligne le caractère **inacceptable**, voir **injurieux** de cette proposition qu'ils rejettent.

Un texte sans consensus possible, la situation des responsabilités

A moins de 48 h00 de la conférence il apparaît dès lors **impossible** de trouver un quelconque consensus sur ce dossier. A l'instar des médicaments à Doha, ce dernier était devenu un **dossier symbole** pour de nombreux pays du Sud, à même de souligner la volonté politique, ou son absence, des parties en présence de tirer les pays du Sud hors de la spirale de pauvreté.

L'occasion d'en finir avec la belle rhétorique qui alimente le monde du développement est passée, sans que personne n'ait été capable de la saisir et de concrétiser ses discours en acte concret.

Si la demande **africaine** pouvait sembler maximaliste (fin de toutes les subventions...), ou maladroite (produits spécial) les pays concernés n'auront jamais sû (ont –ils seulement voulu ?) faire de **contre propositions constructives**... et se montrer à la hauteur des attentes des pays dits « amis » avec lesquelles ils ont une « longue histoire commune ». Des problèmes de communications, d'alliance aussi ont certainement apparus du côté des 4 pays. Ce dossier aurait pu être géré de manière plus fine et moins confidentielle.

Mais l'arrogance **Américaine** n'aura jamais su être brisée par **l'apathie** de l'Union Européenne. Un simple geste de l'UE sur ce dossier aurait coincé les USA dans une situation intenable, ces derniers n'en ont rien fait. Ils se sont arc-boutés sur les questions de Singapour. De fait, ils ont précipité la fin de la conférence et soulignés que **les rapports de force** avaient

sensiblement bougé et que les pays du Sud ne souhaitent plus jouer à un jeu pour lequel ils ne déterminent pas, pour partie les règles.

Cancun, succès ou échec ?

Si à court terme **l'Afrique** a souligné qu'elle **existait** et ne souhaitait plus demeurer passive dans les négociations internationales, elle a ainsi évité une dérégulation plus importante de ses économies... Ceci étant, elle n'a nullement bénéficié **d'avancées significatives** dans un cycle dont le qualificatif « développement » devient de plus en plus une **antiphrase** et pour lequel l'aboutissement en 2005 apparaît aujourd'hui comme illusoire. De plus, les délégations sont rentrées dans leur capitale avec un problème moindre que s'il y avait eu un accord, mais un problème qui demeure entier.

En réalité, Cancun a souligné que **l'équité des règles s'arrête là ou commence les intérêts supérieurs des nations riches**. Après Seattle et Doha, Cancun a montré les limites d'une Organisation Mondiale **boulimique** mais incapable de **digérer** ce trop plein et dont les fondements (le libre échange) est différemment interprétable selon la position de chaque pays.

L'échec des négociations qui sont dans l'impasse depuis plusieurs années, oblige chacun à réfléchir sur l'approche dogmatique qui qualifie cette organisation et a montré ses limites.

Il semble urgent d'interroger le cadre OMC, ses prérogatives et ses capacités afin de la recentrer sur des projets moins ambitieux liés directement au commerce. Cela la désengorgerait tout en permettant à d'autres organisations (CNUCED, FAO, OMS...) de se concentrer sur des sujets pour lesquels ils ont une véritable expertise, et sur lesquels le commerce ne peut apparaître comme la seule voie de régulation. Cette voie semble la seule voie acceptable pour maintenir une régulation internationale minimale, dont tout le monde ne souhaite pas forcément entendre parler..

Ceci étant, l'avancée par voie **consensuelle** a permis aux pays africains de ne pas subir des nouvelles règles plus injustes encore au profit de pays puissants. Si la réforme de l'OMC peut être interrogée, il convient aussi de **ne pas jeter le bébé avec l'eau du bain**. Le système de prise de décision de l'OMC sans être parfait donne plus de pouvoir au pays du Sud que celui de l'ONU ou des IBW.

Conclusion

Sur la régulation des marchés : Saliou SARR a amené des réponses à cette question. Si le cas du coton est un cas d'école, les subventions en sont pas la seule question et en tout cas il y a d'autres questions qui se posent.

Sur le rôle des ONG : Nous ne sommes jamais entrés dans la zone « haute sécurité », là où il y avait les « green rooms ». Nous n'avons pas négocié à la place des pays à côté desquels nous travaillons. Il me semble que les ONG ont été utiles. D'ailleurs, les négociateurs américains ont très mal pris cette participation des ONG. Le gouvernement américain a dit aux pays africains : « Continuez à travailler avec Oxfam et les ONG, nous nous avons notre agenda.. ».

Sur la question du multi-latéralisme et du bilatéralisme : Un pas a été franchi à Cancun. Les rapports de forces ont changé. Les pays du Sud, c'est le Tiers qui est là et qui peut prendre le pouvoir demain, par analogie avec la Révolution Française qui avait vu en 1789 l'émergence

du « Tiers-Etat »). Ce Tiers-monde a un pouvoir important que les pays du Sud doivent gérer avec parcimonie.

V. Allocution de M. Ndiobo DIENE

A Cancun, lorsque le président a annoncé l'échec des négociations, nous avons sauté en l'air. Nous étions fous de joie. Mais il nous faut maintenant retomber sur nos pieds. Il nous faut gérer ce désaccord.

La préparation de Cancun par les pays africains s'est faite de manière beaucoup plus prononcée, plus poussée que pour les autres échéances. Il y a eu beaucoup de réunions sur les positions claires qu'il fallait prendre à Cancun. Nous disions que le système de régulation était faussé dès le départ : le système dit de « Traitement Spécial Différencié » (TSD) marque une différence entre les PMA (dont le Sénégal fait partie) et les autres. Il nous fallait donc nous battre et préparer nos arguments pour nous faire entendre. Nous nous y étions préparés.

En partant, nous partions d'ailleurs avec une déclaration encourageante du président Abdoulaye Wade dans *Le Monde* : « *L'Afrique n'acceptera pas d'être une variable d'ajustement* ». Nous étions libérés : le Sénégal, porte-parole des Pays les Moins Avancés. Nous avons distribué à Cancun plus de 500 exemplaires du *Monde* incluant l'article d'Abdoulaye Wade, à la manière de « syndicalistes ».

A Cancun, nous avons constitué une « Troïka » rassemblant le groupe des PMA, le groupe des Pays africains et le group des pays ACP. Les 3 piliers de la Troïka étaient :

1. élimination des subventions aux exportations
2. Soutiens internes à plafonner sur des bases claires
3. Comment faire en sorte que les structures tarifaires puissent garantir l'accès aux marchés de nos pays.

La position de l'UE était la suivante : (i) pas de problème pour l'accès aux marchés ; (ii) sur les subventions aux exportations, on peut avancer mais avec « *une ligne rouge à ne pas dépasser* » selon Pascal Lamy ; (iii) sur le soutien interne : « *on est prêt à faire des efforts* ». La position de l'UE sur la défense du dossier coton était assez claire : « *il faut abattre les Etats-Unis* ».

La position américaine était différente. Nous avons senti une grande arrogance de la part des représentants américains. Par exemple, « *Sur le coton, c'est bien mais il faut le discuter dans le cadre des accords de l'agriculture* ». Puis le lendemain : « *le dossier coton doit être discuté dans le cadre des accords sur le textile (produits non agricoles)* ». Et puis « *Faites attention, parce que parmi vous, il y en a qui sont dans l'AGOA. Si vous n'êtes pas contents, on vous attends au tournant.* »

La Troïka en est venu à ne plus parler que de l'attitude des négociateurs américains. On ne discutait plus du fonds. Le retour sur les questions de Singapour n'était pas bien perçu. Deux jours après le début de la conférence où l'on avait entendu des beaux discours sur le coton, on en revenait à des sujets que l'on devait discuter à Genève. Le groupe de Cairns s'était pourtant dit « prêt à lâcher du lest » sur le coton, en reconnaissant l'importance des dossiers coton pour les pays du Sud. Or, les questions de Singapour n'étaient pas dans l'agenda.

Pendant le même temps, nous avons été énormément sollicité par des initiatives bilatérales : chaque jour, réunion sur l'AGOA. Réponse du Sénégal : ce n'est pas l'objet des discussions de Cancun. Aujourd'hui, cette question ne nous intéresse pas. Cette position a été défendue par Madame le Ministre. : « *Discutons plutôt de l'accord sur l'agriculture* ». « *Notre système agricole est déstabilisé, déstructuré* ». « *Discutons du Traitement spécial et différencié : comment le rendre plus accessible, plus utile ?*. Nous avons fait beaucoup de documents : DSRP, Cadre Intégré, Initiative PPTTE : ... Comment transformer ces documents en résolutions pour l'avenir ? ».

Ce qu'il faut saluer à Cancun, c'est que les pays du Sud (PMA-AU-ACP) ont tous parlé d'une seule voie. Il y a eu beaucoup de réunion où l'on a dit la vérité. « *Il ne faut pas jouer à cache-cache* ». Pourtant, cela ne s'est pas fait sans difficulté.

Sur le coton (pour la rédaction du paragraphe 27) : le DG adjoint de l'OMC a réuni les 4 pays (Burkina-Faso, Bénin, Mali, Tchad) ainsi que le Sénégal, le Ghana et le Togo. La réunion fut très froide. L'OMC refusait les propositions. Le groupe en est ressorti et a élaboré un nouveau document plus court que l'ancien (il fallait être bref et concis). Le document a été accepté par les trois groupes de la Troïka (PMA, UA, ACP). En plénière, le Ministre Ghanéen a lu ce texte mais y a ajouté 4 phrases qui n'avaient pas été discutées et qui avaient été ajoutées à posteriori sous la pression américaine. Nous avons fortement désavoué le Ministre Ghanéen de l'agriculture. Il a fallu du courage de la part de la Ministre Sénégalaise du Commerce pour désavouer publiquement son collègue Ghanéen. Les autres Ministres étaient restés « bouche-bé » devant la lecture de leur homologue Ghanéen...

De la même façon, on a tenté de nous diviser sur les questions de Singapour. Le Zimbabwe et la Zambie ont publiquement interpellé l'UEMOA pour leur faire voir qu'une directive de l'UEMOA avaient parlé des questions de Singapour. Donc on a essayé de créer la zizanie. Le Togo a fait son *méa culpa*, et nous avons pu repartir sur des bases saines.

Bref, il ne pouvait pas y avoir de consensus à Cancun.

Alors Cancun, succès ou échec ?

Je dirais : « **Succès politique, échec économique** ». Il va falloir repartir sur des nouvelles bases. Chacun est reparti dans sa capitale. La cohésion va-t-elle durer ? Le groupe de la Troïka est-il durable ? La coalition est-elle fragile ?

Au bout du compte, le multilatéralisme va-t-il en souffrir ? En tout cas, nous n'avons pas intérêt à sortir du multi-latéralisme. Le bilatéralisme est beaucoup moins favorable aux plus faibles : « *on te donne, tu prends* ». Nous avons intérêt à avoir des marchés protégés : qu'on nous laisse le temps de *grandir* pour devenir *compétitifs*.

Dans tout cela,, nous avons besoin de recherche. La recherche agricole nationale et internationale à des défis à relever. Il y a des tas de questions auxquelles il nous faut répondre. Quels sont les instruments d'étude et d'évaluation de nos filières ? Nous avons des défis à relever. Nos adversaires dans les négociations disposent de connaissance très pointues sur nos filières.

L'Union Européenne réfléchit actuellement à un projet : Le projet « Sustainable Impact Assesment » (SAI). Il s'agit de comprendre quels sont les instruments économiques nouveaux qu'il faut appliquer pour évaluer l'impact des accords dans les pays du Sud. De la même manière, il peut y avoir des recherches de ce type dans nos institutions. Il est important d'avoir des éléments nouveaux qui concernent l'impact des accords internationaux et des accords régionaux (UEMOA). Nous avons besoin des instruments de la recherche pour négocier.

VI. Débats

Respect des 5 questions fondamentales posées en introduction par le BAME:

1. Régulation des marchés
2. Multi-latéralisme / Bilatéralisme
3. Unité des pays du Sud
4. Présence des ONGs
5. Besoins de recherche

Jean-René CUZON (DAPS)

Contribution : nous avons ressenti au sein du Sous-Comité « Commerce des produits agricoles » un grand besoin d'études sur le commerce international, sur la régulation de marchés. Il faut persister dans cette voie là. Il est temps pour les pays du Sud de développer leur propre expertise sur ce thème. Il est bon que le BAME et d'autres institutions de recherche s'impliquent dans ces questions. Il n'est pas normal qu'il faille se référer en permanence sur des expertises du Nord ou sur des ONG.

Nathalie BEAULIEU (CIAT / ISRA)

Question : A la même date que la réunion « *Le monde à l'envers* », se tenaient à Dakar les conférences du FARA et du GFAR qui rassemblaient les représentants du monde de la recherche agricole. Dans ces réunions, il y avait une grande place réservée à la consultation des partenaires (*stake-holders*). Ce que les gens des associations de bases demandaient le plus à la recherche agricole, c'était : 1) de faire de la recherche mieux dirigée vers les besoins des acteurs ; 2) d'aider les acteurs à être représenté dans les négociations internationales face aux injustices du commerce international. Comment la recherche peut-elle représenter les pays du Sud ? Comment peut-elle leur être utile ?

Contribution : Il faut lire le livre « *Les manipulateurs sont autour de nous* » pour comprendre le comportement arrogant des Etats-Unis.

Grégoire LECLERC (CIRAD / PPZS)

Contribution : Sur la régulation des marchés : il ne faut donc pas rejeter l'OMC. C'est le seul instrument contre le bi-latéralisme. On parle aussi des américains. Or le coton, c'est 25 000 producteurs américains qui tiennent en otage 15 millions de producteurs des pays africains et latino-américains.

Contribution : sur l'apport de la recherche : les chercheurs du CIRAD ont été impressionnés par les américains qui ont des modèles d'impact qui tournent dans des universités américaines. D'où un mandat : développer un outil analytique européen. Si on veut développer une

expertise africaine, il faut mettre en cohésion les producteurs. En fait, l'OMC ressemble à une guerre. Il faut le prendre comme cela. Si j'avais à aller à l'OMC, je m'entraînerais avant. Se préparer dans des séances de jeux de rôles.

Alain BRAUMAN (IRD)

Question : Pourquoi seulement l'Afrique alors que cela concerne aussi l'Amérique latine ? Pourquoi cet échec sur le coton ?

Question : Sur le multilatéralisme : comment préserver une institution (OMC) qui conduit au blocage ?

Marcel DJAMA (CIRAD / ISE / PPZS)

Commentaire : très intéressé par les 3 exposés. C'est la première fois qu'on a un point de vue qui nous fait rentrer dans les « cuisines » des négociations. Des trois exposés, je note que la prise de conscience des pays du Sud traduit une évolution des rapports de force (qui se traduisent en arrogance). Cela ne peut être qu'un succès.

Question : Sur le dossier coton : Est-ce qu'il n'y a pas un danger à sectoriser les négociations, c'est-à-dire à faire porter l'effort sur un seul enjeu (le coton) ? Un compromis peut aussi être gagné dans un cadre multi-sectoriel : « *je donne une partie mais je récupère un peu de ce que je demande* ». Le compromis et les alliances peuvent être construites dans un cadre multi-sectoriel. Comment tirer des leçons de cette aventure ?

Moustafa THIOUNE (Consultant)

Contribution : Je travaille depuis 20 ans sur les sociétés paysannes en Afrique de l'Ouest. Je voudrais saluer la rencontre des mardis du BAME qui est une rencontre ouverte aux autres.

Pour Cancun 2003, c'est une nouvelle phase historique dans les échanges internationaux. Il y a une véritable évolution : un processus d'autonomisation des sociétés paysannes. Le discours de Saliou SARR montre la maturité des gens du ROPPA. Il s'agit de générer une véritable politique de développement agricole. C'est là où l'ISRA doit intervenir pour donner naissance à une véritable politique de développement agricole au Sénégal. Appel à l'ISRA pour continuer son travail sur les politiques agricoles.

En Afrique de l'Ouest, les présidents (qui avaient l'habitude de répéter les discours des bailleurs de fonds) se réunissent et disent : « *nous ne voulons plus de l'aide, nous voulons un partenariat* ». C'est un nouveau contexte que les chercheurs devraient essayer d'appréhender et d'exploiter.

L'arrogance des Etats-Unis est permanente. Le marché mondial ne se trouve pas seulement aux Etats-Unis : il faut travailler à la mise en place de marchés régionaux.

Eric Hazard a dit : « *Si vous laissez le coton, on va mourir* ». Mais non : les paysans se diversifient, font des choses nouvelles. Il faut travailler sur les causes de la crise des systèmes agraires. Il faut travailler sur ces systèmes agraires. C'est toute l'Afrique qui doit prendre son autonomisation. L'ISRA doit travailler là-dessus.

Pourquoi ne pas travailler avec le ROPPA ? Pourquoi ne pas développer un programme de recherche avec eux ? Ils sont incontournables.

En fin de compte, il faut relativiser. Depuis la création de l'OMC en 1994, l'objectif est de libéraliser sur tous les produits. La question pour nous (Le ROPPA est plus en avance que nos chercheurs) est de travailler sur ce thème. Comment, dans le cadre des échanges mondiaux, impulser le développement des marchés régionaux ?

Alioun DIENG (BAME)

Contribution :

Sur la souveraineté alimentaire : on sent un placebo que les gens jettent sur la planète. On a tendance à confondre 2 concepts : l'agriculture productive et l'agriculture de biens et services. Les modèles agricoles africains sont basés sur une partition duale qui soutient une certaine agriculture (l'agriculture familiale, qui permet juste un minimum pour assurer une sécurité alimentaire) au détriment d'une agriculture commerciale. Ce modèle ne peut pas nous permettre de voir très loin. On ne peut pas parler de commerce international si l'on ne développe pas une agriculture de biens et services. Il faut penser à une agriculture des biens et services. Dans le cas de Sénégal moins de 10 % de la production est commercialisée sur les marchés internationaux.

Il est temps de voir quels sont les outils qui nous permettent, devant les négociateurs, d'avoir du poids ; quelles sont les stratégies à mettre en place. Aujourd'hui on parle de modèles régénérés pour discuter des impacts des accords internationaux. Il s'agit de modèle de simulation multi-latéraux. Ces outils nous permettent de voir quel impact peuvent avoir les accords internationaux. L'expertise est là et il faut mettre en place ces modèles de simulation pour envisager l'avenir.

Par exemple pour le coton : on aurait pu mettre sur pied un modèle de simulation montrant l'impact des subventions américaines sur le marché africain. La recherche devrait mener ce type d'études, notamment pour analyser les impacts des accords bi-latéraux.

Adrien MANKOR (ISRA)

Question 1 (à S. Sarr) : Durant votre exposé, vous avez dit que vous souhaitez satisfaire la demande locale avec la production locale. La dernière conférence du BAME a traité de ce sujet dans le domaine des viandes. Il a été dit : « *Est-ce que les producteurs ne sont pas en train de prendre les consommateurs en otage.* ». Estimez-vous la production locale capable de satisfaire cette demande à un prix supportable ?

Question 2 (à E. Hazard) : Est-ce que vous travaillez à la bonne place ? Vous travaillez au côté des plus faibles. Les ONGs ne pourraient-elles pas plus travailler au Nord ?

Question 3 (à Ndiobo DIENE) : Succès politique ? Oui ; Succès économique ? Non. Or, ne craigniez-vous pas que l'OMC soit vidée ? Quid de l'OMC ? Quel intérêt cela apporte ? Est-ce que vous vous consultez avec le ROPPA pour parler de ces choses-là ? Quel intérêt les Etats africains ont à aller à l'OMC ? L'urgence ne se trouve-t-elle pas ailleurs ? Se voir entre nous d'abord pour aller plus loin après.

Adamdou BA (ISRA-DS)

Contribution : Cancun, succès ou échec ? C'est un succès en demi-teinte pour les paysans. 21 pays appuyés par 90 autres peuvent se faire entendre dans ce concert des nations : Bravo ! Mais que l'on s'en tienne là. Nous ne faisons que 1% du commerce. Les pays africains

peuvent être contournés. Il est bon que l'Afrique pense à mettre en place des politiques de subvention.

Le multilatéralisme est bon lorsqu'on veut obtenir des acquis globaux. Cf Accords avec l'UE en 2008.

Rôle des ONG : oui. Les ONG se sont vraiment beaucoup bougés dans la presse

Besoins de recherche : nous travaillons à promouvoir des produits pour la consommation locale et pour l'exportation. Aujourd'hui, pour l'exportation, on nous impose des mesures que nous ne pouvons pas respecter. Il est bon de savoir à quel point nous en sommes avec ces normes. Dans quelle mesure ces dispositions sont partagées avec la recherche ?

Il est bon d'accorder une attention à l'étude et à la connaissance de nos filières. Il y a des enjeux importants. Ces connaissances pourraient nous aider dans les négociations avec nos partenaires.

Maty BA DIAO (ISRA-LNERV)

Contribution : Je suis chercheur en sciences techniques et je sais que les techniques sur lesquelles nous travaillons ne peuvent être utilisées que si l'environnement économique est favorable.

A mon avis, les pays du Sud ont une entente conjoncturelle. On a beaucoup parlé

Est-ce que nos structures productives sont capables de prendre en charge la consommation laitière locale ? Malgré la multiplication par 2 du prix de la poudre (dévaluation), la production du lait coûte plus cher que le lait en poudre. Doit-on interdire les importations ? Les structures locales sont-elles capables de produire mieux et moins cher ? Cela m'intéresse.

Cheikh BA (ISRA-BAME)

Contribution : Devant l'échec de Cancun, n'y aurait-il pas un risque pour le multi-latéralisme ? L'échec des négociations ne constitue-t-il pas un prétexte pour les pays développés de réformer les règles de fonctionnement de l'OMC qui sont pour l'instant favorables aux pays du Sud (un pays, un voix / recherche du consensus).

Sidy SECK (Consultant)

Contribution : Il faut repenser l'organisation de la recherche au Sénégal. Pour que les SNRA puissent prendre en charge les problématiques posées ici, il faut reconstituer de nouvelles équipes de recherche, nationales et régionales. Sinon, nous risquons de répéter dans 10 ans ce que nous disons aujourd'hui.

Réponses de Saliou SARR

Nous avons félicité les ONG pour leur travail et nous assumons la collaboration avec elles : il s'agit d'un partenariat dans lequel les ONG apportent une expertise sur nos dossiers. Aujourd'hui, nous voulons parler de nous-mêmes. Nous sommes preneurs de toute expertise pour mieux défendre nos points de vue.

Cela ne signifie pas que nous sommes d'accord à 100 % avec les ONGs. Nous disons que le coton n'est pas le principal produit qui puisse nourrir l'Afrique. N'est-ce pas un piège ? Ce qui se passe au niveau du coton se passe au niveau de tous les produits africains. Il n'y a pas de produit africain qui n'a pas les mêmes problèmes que le coton. Nous disons qu'il faut globaliser. Nous avons fait un premier pas et nous pensons que le plaidoyer doit être généralisé.

Recherche : nous disons à la recherche (Vallée du Fleuve), que notre rendement de 4,5 tonnes est un bon rendement, même si la recherche peut faire du 9 tonnes à l'Ha. Le problème est : comment vendre ? Or, l'ISRA dit que ce n'est pas un problème de recherche. C'est ça le problème de la recherche.

Aujourd'hui, il n'existe pas de marché mondial pour les produits agricoles. Les marchés internationaux sont des marchés d'excédents. Ce sont des marchés résiduels. Tant que nous n'aurons pas réglé cela, nous continuerons à être sur des « chimères ».

On nous dit depuis les années 50 : « la priorité, c'est l'exportation des produits ». Cela n'a rien changé. Les Etats-Unis ont d'abord réglé leur souveraineté alimentaire. Idem pour l'UE. Pourquoi ne faisons-nous pas la même chose nous –même ? Ne nous battons pas sur l'AGOA car il est dit de l'autre côté de l'Atlantique qu'« *un produit étranger ne doit pas nourrir un américain* ». Nous l'avons dit, nous le répétons et c'est cela la souveraineté alimentaire.

Nous sommes en négociation avec la FAO sur le projet « Afrique Nourricière ». Nous allons en discuter à Rome le 16 octobre.

La position idéologique de dire « prendre les consommateurs en otage ». Exemple de Microsoft. Exemple du riz : Riz sénégalais est à 175 Fcfa. Le riz importé est de 200 Fcfa. Depuis la libéralisation, la marge bénéficiaire des commerçants est passée de 12 à 65 F/kg. Je ne suis pas d'accord pour dire que nos produits ne sont pas de bonne qualité. Nous avons une vision erronée de la qualité des produits importés.

Réponse de Eric HAZARD

Je vous invite à lire l'étude OCDE : « Afrique à l'horizon 2004 ». C'est une étude fine. On nous démontre que le ratio de produits alimentaires importés n'a pas sensiblement changé depuis 50 ans.

L'agriculture africaine, qui a subi 2 choc majeurs (choc démographique, mondialisation) a réussi depuis 40 ans à s'adapter. L'agriculture africaine n'est pas uniquement un problème de cultures de rentes. Certes, les cultures de rente sont importantes au niveau de l'industrialisation et au niveau des revenus des producteurs (cultures numéraires). Mais on oublie toujours d'agriculture réelle, le secteur informel. Il faut prendre en compte des bassins régionaux, des cultures méconnues, le secteur informel. Oublions les statistiques officielles ; Il faut casser le mythe des barrières de frontières.

Le coton aux Etats-Unis, c'est tout le textile. C'est toute une région dans laquelle Bush est originaire. C'est un enjeu politique trop importants. Le lobby textile est un lobby puissant. La presse a fait des articles de presse (voir le site de ENDA-DIAPOL : www.diapol.enda.sn). Quelles filières hormis la pêche et le coton sont représentatives des problèmes régionaux de l'Afrique de l'Ouest.

Le travail d'ENDA sur le coton a été très long avant que les Ministres ne fassent appel à nous. Nous avons travaillé dans l'anonymat pendant très longtemps (travail de fonds) avant que le sujet soit porté sur le devant de la scène.

On a fait notre boulot, on est content de le faire. Mais il faut maintenant que la recherche africaine face des travaux d'analyse sérieux et prenne le relais. Notre travail a été discrédité à Cancun. Il faut que l'on soit aidé par l'expertise qui est ici.

Régulation du marché (quota, etc.). Comment garantir un prix rémunérateur aux producteurs africains ? Je demande que les chercheurs africains prennent en charge ce boulot. La régulation des marchés agricoles doit impliquer l'équilibre sur des prix supérieurs aux coûts de revient pour que les agriculteurs puissent vivre décemment demain. Cette question est fondamentale. Le coton n'était qu'un cas d'école.

Réponses de Ndiobo DIENE

Il y a un contexte favorable. Le processus de concertation est enclenché au niveau national, régional et international. Ce que nous avons fait, c'est une première. Nous l'avons préparé depuis que l'on a parlé des questions de coton. On est parti en bloc, mais nous avons eu des espaces de négociation pour préparer notre vision commune.

De nouvelles questions sont posées au niveau de la recherche. Comment écouler les produits ? Comment avoir des réponses ? Il faut dénoncer le fait que nous sommes dans des marchés d'excédents avec des intérêts privés d'entreprises multinationales qui sont derrières.

Ce que le Sénégal est entrain de faire, c'est de contaminer les autres pays (le Mali est en train de discuter de son projet de Loi d'Orientation Agricole). Il faut continuer.

Nous souhaitons que ces questions intéressent tout le monde à l'ISRA et que nous puissions disposer d'instruments pour mieux négocier.

VII.Synthèse de Jean-Pierre NDIAYE

Cancun, Succès ou échec ? Nos trois experts nous ont aidé à y répondre. La question se situe peut-être ailleurs ? Il faut se projeter dans l'avenir. Genève, c'est très bientôt : 15 décembre 2003. Il faut avoir en vue cette prochaine échéance. Le commissaire de l'UE a dit « *Tout le monde est perdant* ».

L'enjeu dépasse le BAME. Ce problème pourrait être pris en charge par le FARA au sein du Sub-saharan Challenge Programme. Ce programme a déjà été soumis au Comité scientifique des CG. C'est par appel d'offre au niveau continental que les problèmes seront pris en charge. Cela dépasse les compétences seules de l'ISRA et du BAME. Il faut déjà commencer à établir des partenariats avec les institutions de la sous-région.

Voilà ce que je voulais dire en conclusion. Je remercie les uns et les autres d'avoir répondu à l'invitation de l'ISRA-BAME. Cette troisième conférence des mardis du BAME montre toute l'importance de partager notre vision des choses et d'échanger. Il nous faudra peut-être

vulgariser davantage la prochaine fois, même si nous avons réussi à faire venir des représentants d'institutions très variées aujourd'hui. Nous remercions d'ailleurs pour leur présence le ministère des finances et le Ministère du commerce. Il faut sortir de notre consanguinité ISRA et ouvrir nos débats de chercheurs à tous les acteurs du développement.

Merci à tous.

Renseignements : Bureau d'Analyses Macro-économiques (BAME) de l'ISRA

Route des Hydrocarbures, BP 31 20, Dakar Bel-Air, Sénégal

Tel : 832 23 13 ; Mail : bame@isra.sn ; Site : www.isra.sn